

Les Palestiniens dans la rue pour soutenir la lutte des prisonniers

L'état de santé du millier de détenus en grève de la faim depuis un mois dans les prisons israéliennes s'est fortement dégradé



Plus d'un mois après son commencement, le 17 avril, la grève de la faim de plus d'un millier de Palestiniens détenus en Israël a atteint un palier critique. La dégradation de leur état de santé inquiète. Le refus du service israélien des prisons (Shabas) de négocier et l'engagement frileux des dirigeants palestiniens exaspèrent alors que la rue palestinienne, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, continue de se mobiliser. Les manifestations de solidarité tournent désormais souvent à l'affrontement avec les forces militaires israéliennes. Lundi 22 mai, jour de l'arrivée du président américain, Donald Trump, à Jérusalem, une journée de grève générale a été largement suivie dans les grandes villes palestiniennes.

Selon le ministère chargé des prisonniers pour l'Autorité palestinienne, plus d'un millier des 6 200 détenus poursuivent la grève de la faim. La plupart d'entre eux ont été mis en cellule d'isolement. Les visites familiales ont été suspendues depuis le début du mouvement, et les traitements médicaux seraient insuffisants vu la détérioration de leur état physique. Le Shabas, qui dénombre 855 grévistes, refuse de répondre à leurs requêtes, notamment le retour à deux visites familiales par mois au lieu d'une, l'accès à des soins médicaux de longue durée et la possibilité d'étudier à distance dans des universités israéliennes.

Depuis le 17 mai, certains ont durci la grève et ne boivent plus d'eau. Dimanche, une vingtaine d'entre eux ont été transférés dans des hôpitaux civils israéliens. La question de l'alimentation forcée des prisonniers refait surface. Si l'Association des médecins israéliens refuse d'y recourir, ce procédé a été jugé constitutionnel par la Cour suprême en septembre 2016.

Les protestations se multiplient devant les antennes locales du Comité international de la Croix-Rouge, seule organisation habilitée à rendre visite aux Palestiniens détenus en Israël. Les -manifestants lui demandent d'intervenir auprès d'Israël. " *Nous comprenons la frustration et l'anxiété des familles, affirme son porte-parole, Jesus Serrano Redondo. Mais nous ne pouvons interférer pour faire cesser la grève de la faim, ni dire aux autorités ce qu'elles doivent faire.* " Depuis le 17 avril, le Comité a rendu visite à tous les grévistes de la faim.

" Journée de rage "

De jeunes militants palestiniens bloquent régulièrement les routes autour de Ramallah ou de Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie. Le 18 mai, au point de contrôle militaire de Hawara, près de Naplouse (nord), un colon israélien a tiré dans une foule de manifestants et tué un des jeunes qui lançaient des pierres sur les véhicules arrêtés. Et mardi, alors que l'Autorité palestinienne cherchait à garantir un calme relatif dans les territoires occupés pour la visite de Donald Trump à Bethléem, des factions palestiniennes appelaient à une " journée de rage ", prévoyant des barrages sur les routes.

Lancée par Marouane Barghouti, figure charismatique du Fatah et condamné à la prison à perpétuité, la grève de la faim atteint Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne. Symboles de la résistance à l'occupation israélienne, les détenus jouissent d'une popularité que celui-ci a perdue depuis longtemps. Le mouvement populaire actuel, à l'intérieur des prisons en Israël comme à l'extérieur, indique que " *les Palestiniens sont prêts à combattre et résister sans la caution de l'Autorité palestinienne* ", juge Hani Al-Masri, directeur du centre d'études Masarat. A force de " croire

uniquement dans la diplomatie et les négociations " et " sans action concrète sur le terrain ", l'Autorité palestinienne n'est plus, selon lui, qu'un " agent de l'occupation " aux yeux des Palestiniens, et sa coopération sécuritaire avec Israël un motif de défiance supplémentaire – (Intérim)

© Le Monde

◀ **article précédent**

En visite en Israël, Trump vise...

article suivant ▶

En Allemagne, Schulz accumule les déconvenues...